

5 mars 2001 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse conjoint de M. Jacques Chirac, Président de la République, et M. Göran Persson, Premier ministre suédois, sur l'ordre du jour du Conseil européen de Stockholm, la libéralisation de marchés de l'électricité, de la poste et des marchés financiers, Paris le 5 mars 2001.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, je voudrais d'abord dire la joie qui a été celle de la France, et la mienne en particulier, de recevoir aujourd'hui le Premier ministre de Suède, Göran PERSSON, en sa qualité de Président de l'Union européenne. C'est la troisième fois que nous rencontrons en France depuis le début de cette année, c'est dire que nous avons des liens très étroits qui fondent une amitié sincère.

Le Premier ministre va nous dire comment il voit le Conseil de Stockholm, qui est un Conseil particulièrement important. C'est le premier Conseil européen de printemps sur les affaires économiques et sociales et notre ambition c'est naturellement de montrer aux Européens que l'Union doit répondre aux exigences de leur temps, exigences économiques pour ce qui concerne le progrès et le développement, exigences sociales pour ce qui concerne naturellement leur bien-être, autrement dit pour la sauvegarde d'un modèle européen qui est un modèle de compétitivité économique et de progrès social.

M. GÖRAN PERSSON Merci M. le Président, Permettez-moi de résumer brièvement ce que je vois pour le Conseil européen de Stockholm.

Tout d'abord, nous aurons à faire le suivi du processus de Lisbonne. Nous voulons ajouter trois dimensions à ce processus : la situation démographique en Europe, le vieillissement de la population et une discussion sur les biotechnologies, et pas seulement les nouvelles technologies de l'information et nous voulons ajouter enfin un lien avec les discussions sur l'environnement, les exigences en matière d'environnement comme moteur pour la croissance économique. Ce sont les trois dimensions que nous voulons ajouter au processus de Lisbonne.

Nous voulons également créer un équilibre entre l'agenda social et la libéralisation de l'économie, qui est en cours. C'est nécessaire, si nous voulons conserver le modèle européen. La libéralisation de l'économie est essentiellement la mise en œuvre du processus de Lisbonne, les "reliquats", si je puis dire, du processus de Lisbonne.

Puis il y aura une discussion sur les services financiers, le capital-risque, le commerce électronique, et d'autres questions économiques très importantes, à aborder en liaison avec l'agenda social.

Voilà l'essentiel du contenu du Conseil tel que je peux le voir devant nous aujourd'hui.

Nous aurons aussi une discussion sur divers points des relations extérieures de l'Union. Avec quatre sujets. D'abord, une discussion sur nos relations avec la Russie, principalement sous l'angle économique, mais aussi sur la situation en Tchétchénie. En second sujet, nous aurons une discussion sur la façon dont l'Union européenne peut apporter son soutien aux développements du processus de paix au Proche-Orient. En troisième lieu, nous aurons une discussion sur la façon dont l'Union peut apporter son soutien aux développements positifs dans la péninsule coréenne, en appui à la politique d'engagement du Président sud coréen. Enfin, comme toujours, nous

aurons sur la situation dans les Balkans à notre ordre du jour. Nous ne pouvons pas exclure qu'il y ait, à Stockholm, une discussion sur la situation de l'agriculture en Europe, mais je ne pense pas que ce soit le cas car le Conseil agriculture en est saisi, bien qu'il soit trop tôt pour avoir une certitude.

Voilà donc un résumé de ce que nous aurons à Stockholm dans quelques semaines.

QUESTION Quelle est votre opinion sur les propositions de faire une réforme radicale sur l'agriculture commune en Europe après les vaches folles et la fièvre aphteuse ? Est-ce nécessaire de faire une réforme en direction d'une agriculture plus écologiste et avez-vous discuté s'il est possible à Stockholm de décider d'une date commune pour la libéralisation de marchés de l'électricité, de la poste et des marchés financiers ?

LE PRESIDENT Pour la libéralisation, nous en discuterons à Stockholm. Je suis favorable naturellement à la poursuite de la libéralisation. Je voudrais simplement indiquer que la libéralisation ne pose pas seulement des problèmes de date comme on pourrait le penser en voyant le rapport de la Commission, elle pose aussi un certain nombre de problèmes, notamment sur l'harmonisation, les tarifs, toutes sortes de données techniques ou économiques qui doivent être également examinées de près et qui devront être également discutées. Pour ce qui concerne la politique agricole commune, nous avons eu à Berlin une décision importante et une réforme importante de la politique agricole commune £ elle est valable jusqu'en 2006 £ la réforme de la politique agricole commune n'est pas aujourd'hui d'actualité et certainement pas à Stockholm.

QUESTION Est-ce que l'on est au seuil d'un désastre agricole en Europe maintenant avec la fièvre aphteuse après la vache folle ?

LE PRESIDENT - Attendez, nous n'avons pas évoqué les problèmes agricoles, même si naturellement nous sommes très préoccupés par la situation et tout à fait déterminés à faire tout ce qui est possible pour lutter contre les difficultés que nous connaissons, difficultés sociales qui mettent en cause des millions d'agriculteurs et auxquels il faut naturellement porter aide et secours, et difficultés techniques qui sont liées naturellement au développement de certaines maladies comme la vache folle qui est très grave, ou naturellement la maladie actuelle du mouton et des équidés. Mais ce n'est pas, si vous voulez au moment où il y a le feu qu'il faut refaire une maison, il faut sauver les meubles et c'est ce que nous faisons.

QUESTION Certains disent que vous devriez saisir l'opportunité de réformer radicalement la politique agricole commune en Europe après ces crises : êtes-vous prêt à ouvrir ce débat ?

M. GORAN PERSSON Je pense qu'il y aura un débat dans le futur sur la politique agricole commune. Quant à savoir si nous commencerons cette discussion à Stockholm, il est trop tôt pour le dire. Tôt ou tard, il y aura cette discussion, mais ne me demandez pas quand.

LE PRESIDENT - Merci.